

La nécessaire levée de la droite de conviction !

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 08 juin 2017

Dans l'actuelle campagne législative, les candidats de la droite de conviction sont accusés de diviser leur propre camp, que *Les Républicains* entendent représenter. Honnêtement, qui ose encore penser que ceux-ci sont une force politique unie, cohérente, de droite, s'opposant résolument aux candidats de *La République en Marche* ?

Sur la plupart des grands sujets, *Les Républicains* ne représentent plus les aspirations de leur électorat, ne militent pas pour les mesures indispensables au redressement de la France. En outre, ils s'allient massivement aux macronistes.

L'analyse de leur projet, *Majorité pour la France*, illustre leur abandon des valeurs de droite, abandon rendu plus manifeste encore par le soutien d'Alain Juppé à la candidate d'Emmanuel Macron face à Jean-Frédéric Poisson. En voici trois exemples simples.

- Alors que la France est submergée par l'immigration légale et illégale, il suffirait, selon *Les Républicains*, de « *maintenir le contrôle de nos frontières tant que Schengen n'aura pas été réformé* ». De qui se moque t-on ? Chacun sait que nos frontières sont des passoires, que personne ne contrôle plus rien, et que les actes de guerre islamistes n'y ont rien changé, malgré les innombrables effets de manche gouvernementaux.
- Dans le chapitre *Une France plus souveraine*, alors que la souveraineté nationale est confisquée par des institutions européennes fort peu démocratiques, *Les Républicains* préconisent, il faut le lire pour le croire, de « *baisser de 100 Mds€ la dépense publique et supprimer 300000 emplois publics sur le quinquennat* ». Assurément, voilà des mesures adéquates pour rétablir l'indépendance de la France !
- Un dernier exemple, la politique familiale. Celle-ci est abordée sous le seul angle économique : « *allocations familiales... crédit d'impôt famille... plafond du quotient familial... dépenses de santé...* », etc. La restauration de l'institution du mariage par l'abrogation de la loi Taubira ? Le projet ne parle même plus de réécriture... La protection des enfants face à la déferlante pornographique ? Un non sujet. Inutile de poser la question en matière d'avortement et d'euthanasie.

Sur ces sujets précis, comme sur tant d'autres, les convictions de la droite de conviction diffèrent radicalement de celles des *Républicains*. Il était donc du devoir de cette droite des valeurs de présenter le plus possible de candidats à cette élection, afin de ne pas laisser le champ libre aux représentants locaux d'un parti qui, trop complexé pour engager les vrais combats, sera incapable de mener à bien le redressement de la France.

François Billot de Lochner,

président de la Fondation de Service politique,

de Liberté politique et de France Audace.